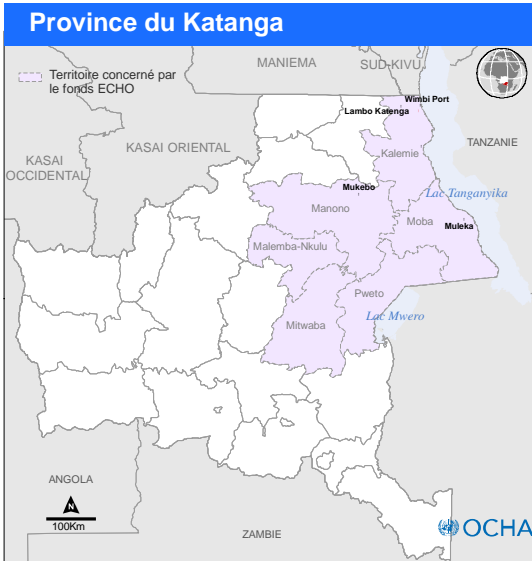


Faits saillants

- ECHO octroie 5 millions d'euros pour assister plus de 170 000 personnes vulnérables dans les zones en conflit
- Qui pour prendre la relève après Médecins d'Afrique dans les zones de santé de Dilolo et Kasaji?

Contexte général



Plusieurs centaines de personnes continuent à se déplacer de la zone de Wimbi, localité située à 180 km au nord de Kalemie, à la suite des offensives du 21 et 25 juin lancées par les Forces armées congolaises (FARDC) contre les Mayi Mayi Yakutumba. Depuis l'occupation le 16 juin, de sept villages situés le long du Lac Tanganyika par ces combattants, les populations civiles vivent dans une psychose totale. Jusque là, aucune assistance n'est accordée à ces personnes, car la situation sécuritaire reste encore très volatile.

Besoins et réponses humanitaires

Multi secteur

[L'Office d'aide humanitaire de la Commission européenne \(ECHO\)](#) vient d'allouer 5 millions d'euros pour permettre aux acteurs humanitaires de répondre aux besoins nés du regain des violences armées qui prévaut depuis fin novembre 2013 ; des conflits communautaires ; ainsi qu'à la faible couverture de certains besoins humanitaires. Cette enveloppe permettra de couvrir les besoins prioritaires de plus de 170 000 personnes vulnérables affectées par

les conflits, d'ici avril 2015. Six secteurs –protection, nutrition, eau, hygiène et assainissement, sécurité alimentaire, articles ménagers essentiels et santé – sont prioritaires. D'après ECHO, les projets financés ciblent principalement le « Triangle de la mort »-Manono, Mitwaba et Pweto, cependant une attention sera aussi accordée aux autres territoires touchés par les conflits notamment Kalemie, Molembe Nkulu et Moba.

Ainsi, par exemple, le programme alimentaire mondial (PAM) va distribuer des vivres aux personnes affectées par les mouvements de population au cours de ces derniers mois ; l'Agence d'aide à la coopération technique et au développement (ACTED) prend en compte l'assistance alimentaire d'urgence à travers l'organisation des foires alimentaires dans les territoires de Molembe Nkulu, Manono, Mitwaba et Pweto ; International Rescue Committee (IRC), quant à lui, va accorder une assistance multisectorielle d'urgence dans les domaines de la santé et nutrition, en complément au mécanisme de Réponse Rapide aux Mouvements des Populations (RRMP). Etant donné que les besoins dans le domaine de la protection sont parmi les moins financés au Katanga, IRC va également assurer la prise en charge médicale et psychologique des victimes des violences sexuelles. Quant à l'ONG Solidarités Internationales, elle va donner aussi une réponse multisectorielle (sécurité alimentaire, eau, hygiène et assainissement et articles ménagers essentiels) aux personnes vulnérables affectées par les conflits.

Entre 2013 et juin 2014, ECHO a alloué 7.5 millions d'euros pour une assistance multisectorielle d'urgence au Katanga. Ces fonds supplémentaires viennent compléter les secteurs que va financer [le Fonds commun humanitaire \(Pooled Fund\)](#) en RDC au Katanga, dans les secteurs de la santé, de la protection, de l'eau, hygiène et assainissement, de la nutrition et de l'éducation, avec 5 millions de dollars USD.

RRMP

- Du 27 juin au 31 juin, plus de 14 200 déplacés et retournés ont été assistés en articles ménagers essentiels, à travers le RRMP, à Lwaba et Mukebo, localités situées à environ 125 km de Manono et Mikimbo, à 49 km de Nyunzu. Cette assistance intervient après une évaluation multisectorielle réalisée en mai dernier qui a relevé une vulnérabilité très élevée.

Assistance aux déplacés de Bendera, à Kalemie

- Plus de 6 800 personnes déplacées venues du Sud Kivu vivant à Lambo Katenga, Maila, Mayanga et Muleka, localités situées à environ 200 km de Kalemie, sur l'axe Kalemie – Bendera, ont accès à l'eau potable et aux installations sanitaires, grâce aux interventions de RRMP, depuis le mois d'avril. En vue d'une réponse efficiente et efficace, le CICR a, depuis quelques jours, débuté aussi une distribution des articles ménagers essentiels et vivres à plus de 2 000 personnes vulnérables des villages Lambo Katenga et Mayanga.

Nutrition

L'ONG Médecins d'Afrique (MDA) se prépare à se désengager des zones de santé de Dilolo et Kasaji, avec le financement de Pooled Fund, pour fin projet. Pendant 11 mois, cette organisation a pris en charge plus de 2 800 enfants souffrants de la malnutrition sévère (MAS) dans 20 aires de santé. Une enquête est en cours pour évaluer l'impact de ces projets auprès des bénéficiaires, car selon l'enquête de février 2013, le taux de Malnutrition aigue globale (MAG) indiquait 14,5% (supérieur au seuil d'urgence) dans ces deux zones de santé. Malgré ces interventions, MDA pense que de nombreux enfants malnutris sont encore présents à Dilolo et Kasaji. Par manque d'acteurs dans ce secteur, ces deux zones de santé accueillent plusieurs enfants malnutris en provenance d'autres zones de santé voisines. Pour l'heure, le besoin pour une continuité des activités s'impose afin d'atteindre une couverture complète de ces deux zones de santé, en mettant également un accent dans les activités promotionnelles de la nutrition sur l'Alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE), dans les aires de santé non couvertes par MDA. Mais, en attendant, l'ONG Médecins d'Afrique procède au pré-positionnement des intrants de prise en charge dans les structures, avant son désengagement prévu le 31 juillet.

Protection

10 des 13 femmes enlevées par les pygmées au mois d'avril lors des attaques des villages - Kabonzo, Kamazembe, Masumbuko et Mudinda, localités situées à 160 km au nord-est de Manono- appartenant aux Lubas, ont été libérées le 20 juin. Selon une organisation internationale qui s'occupe de leur prise en charge, ces femmes ont besoin d'un suivi psychologique et médical, car elles ont été, pendant deux mois, séquestrées et violées par ces miliciens pygmées. Leur état actuel nécessite une bonne prise en charge ainsi qu'un soutien pour leur réintégration sociale. Parmi elles, l'on compte des filles mineures rendues enceintes, suite au viol.

Pour les acteurs de protection, cette situation soulève la problématique de la faible prise en charge des victimes des violences sexuelles au Katanga. Plusieurs raisons expliquent ce fait, entre autres, le stigma associé au viol et autres influences coutumières, le manque de médicaments ou structures ou de personnel soignant formé ; le sous financement et le manque ou l'inexistence des acteurs expérimentés.

Au Katanga, le District du Tanganyika est le plus affecté par la recrudescence de ce conflit intercommunautaire entre les pygmées et Lubas. Cela est exacerbé par l'absence des services étatiques dans plusieurs localités affectées ainsi que par l'absence du mécanisme de gestion durable de ce conflit. Sur le terrain, cette crise continue à accentuer la pauvreté en fragilisant les moyens de subsistance et en augmentant le dysfonctionnement des services sociaux de base. La mise en place d'un processus de règlement pacifique des conflits et des mesures accompagnatrices devient impérative.

Santé

- Du 01 janvier au 30 juin, 8 359 cas de rougeole dont 71 décès ont été enregistrés dans la Province du Katanga. Ce chiffre représente plus de deux fois le nombre des cas enregistrés à la même période en 2013 (3 550 cas dont 59 décès). Mais, dans l'ensemble, la situation de l'épidémie de rougeole au Katanga semble être stable après la campagne de vaccination du mois de mars 2014. Toutefois, deux zones de santé -Kilwa et de Bukama- demeurent préoccupantes, n'ayant pas été accessibles pour des raisons de sécurité pendant de nombreux mois. A Kilwa, par exemple, selon les humanitaires, ces enfants n'ont pas été atteints par les différentes ripostes et la campagne de vaccination contre la rougeole organisée en mars dernier, car ils ont été contraints de se réfugier dans la brousse avec leurs parents fuyant l'insécurité. L'ONG ADRA se prépare à organiser une riposte plus spécifique pour vacciner les enfants dans cette zone de santé. La situation dans la zone de santé de Kilwa reflète la triste réalité dans plusieurs zones en conflits au Katanga où de nombreux enfants ne sont pas touchés ni par la vaccination encore moins par les autres interventions suite aux déplacements cycliques et à l'insécurité.

Pour plus d'information, veuillez contacter :

Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires - République Démocratique du Congo

Saidou Hamani, Chef de Sous-Bureau, OCHA Katanga, hamanis@un.org, +243 97 000 37 60
Jolie Laure Mbalivoto, Chargée de l'information publique, OCHA Katanga, mbalivotoj@un.org, +243 81 706 12 37
Yvon Edoumou, Chargé de l'information publique et du plaidoyer, OCHA-RDC, edoumou@un.org, +243 97 000 37 50

Toute l'information humanitaire sur la RDC en ligne sur www.rdc-humanitaire.net et sur @UNOCHA_DRC